



Réf : 3_région_17_5_x205

Titre : Risques d'inondations, d'érosions et de submersions côtières

Etude de la banque Mondiale sur les Villes côtières

La métropole vulnérable au changement climatique

La ville de Casablanca court actuellement le risque d'inondation, d'érosion et de submersion côtières. Ces risques seront aggravés, à l'horizon 2030, par la croissance urbaine et l'élévation du niveau de la mer auxquelles s'ajouteront les impacts de l'augmentation de la température due au changement climatique.

C'est du moins ce qui relève des résultats préliminaires de l'analyse des vulnérabilités des zones urbaines de Casablanca et de la vallée du Bouregreg au changement climatique et aux catastrophes naturelles. Cette étude portant sur l'évaluation et l'atténuation de ces risques a été lancée l'année dernière par la Banque Mondiale en partenariat avec les autorités nationales et locales sur trois grandes villes de l'Afrique du Nord. Il s'agit d'Alexandrie, Tunis et Casablanca. Selon cette analyse, Casablanca et la vallée de Bouregreg connaissent « un risque de tsunami négligeable aussi bien en situation actuelle qu'à l'horizon 2030, et un risque sismique considéré comme faible »

Les résultats de cette étude ont été présentés à un séminaire organisé à la wilaya du Grand Casablanca par le secrétariat d'Etat à l'Eau et l'Environnement, la Banque Mondiale et le Centre de Marseille pour l'intégration en Méditerranée. A cette occasion on a souligné que la pression démographique et la forte urbanisation des pays d'Afrique du Nord, plus particulièrement en zones côtières, font courir d'importants risques aux populations et aux infrastructures en cas de catastrophe naturelle et sous l'effet du changement climatique.

Cinq risques à prévenir

Sur chacun des quatre sites étudiés, on a soulevé cinq facteurs de risque. Ainsi, on a constaté des signes tangibles d'élévation du niveau marin et d'érosion. Les causes de ces phénomènes sont complexes. Ils se manifestent par le recul des plages, la submersion des zones côtières par les entrées maritimes et l'exposition d'infrastructures portuaires. Ces évolutions résultent souvent des modifications courantologiques, du renforcement du vent et de la réduction des apports sédimentaires sur les rivages

L'étude attire également l'attention sur le ruissellement urbain qui s'est intensifié durant la dernière décennie. Dans le Grand Casablanca, la zone la plus touchée par ce phénomène est la zone industrielle de Mohammedia. « La simultanéité de fortes précipitations et de surélévation du niveau marin augmente le risque d'inondations urbaines côtières », lit-on dans l'étude régionale de la banque mondiale. Par ailleurs, la baisse de précipitations prévue au Maroc et dans les deux autres pays étudiés influera sur les réserves hydriques des bassins versants qui fournissent l'eau aux zones urbaines précitées. Cette raréfaction des ressources en eau s'accompagnera d'une augmentation de la demande, due à la croissance des populations urbaines et des besoins de consommation pour les activités économiques. Le quatrième facteur de risque réside dans l'augmentation considérable de la température dans les prochaines années. Cette élévation de la température ambiante entrainera la dégradation de la qualité de l'air et surtout l'accentuation du phénomène d'« îlot de chaleur » dans les zones urbanisées



« Le différentiel de températures entre les zones urbanisées et les zones rurales avoisinantes, qui atteint déjà 3 à 4 °C, s'accroîtra, aggravant les effets des vagues de chaleur en termes de santé publique », apprend-on de même source. In fine, Casablanca comme Tunis et Alexandrie sont localisés dans des zones d'activité sismique. Selon le document de la Banque mondiale, des systèmes d'alerte et de prévision des tremblements de terre et de tsunamis sont en cours d'installation au Maroc

Si la première phase de l'étude a porté sur l'évaluation des risques et des vulnérabilités, la deuxième devrait déboucher sur un plan d'actions pour l'adaptation aux changements de climat et aux désastres naturels. « Cette compréhension scientifique et objective des phénomènes analysés permettra, une fois accompagnée par un plan d'action adéquat, une prise de décision qui permettra de réduire la vulnérabilité urbaine », a déclaré à ce propos Anthony Bigion, spécialiste principal de la Banque Mondiale pour les questions d'urbanisme. Les résultats de l'étude en cours devraient ainsi permettre d'aboutir à des recommandations à même de contribuer à l'adaptation et à l'amélioration des politiques locales d'aménagement et d'urbanisme, de réalisation d'infrastructures de protection et d'amélioration du dispositif institutionnel de veille et de gestion des urgences. Et ce dans le but de mieux anticiper et limiter les risques liés au changement climatique et catastrophes naturelles.

Selon l'étude de la Banque Mondiale, si les mesures actuellement programmées par les autorités marocaines, comme l'installation du super-collecteur sud-ouest de Casablanca, sont menées à terme l'augmentation des risques précités sera fortement atténuée. Cependant des mesures de protection supplémentaires feront partie des recommandations attendues en fin 2010.

Problématique

Selon la Banque Mondiale, «les villes côtières de la région MENA, qui abriteront plus de 90millions de personnes en 2030 (contre 60millions en 2000), sont en même temps les agglomérations les plus productives et celles qui vont être les plus touchées par les impacts du changement climatique, notamment du fait de leur caractère côtier

Les gouvernements sont donc appelés à adopter des stratégies d'adaptation et d'atténuation des risques, qui devront être basées sur une meilleure compréhension de la vulnérabilité de ces villes

La région MENA sera la deuxième zone géographique la plus affectée par l'élévation accélérée du niveau de la mer (EANM), laquelle, selon des projections récentes basées sur des modèles dynamiques, pourrait atteindre de 0,8m à 2m vers la fin de ce siècle. Selon des études récentes, entre 6 et 25millions de personnes seront exposées aux risques d'inondations côtières.

Des pays comme la Tunisie et l'Égypte seront parmi les plus touchés.

Les désastres naturels ainsi que les inondations urbaines sont devenus très fréquents pendant la dernière décennie, causant des dégâts matériels majeurs

Par conséquent, les autorités urbaines doivent se doter de stratégies d'évaluation des risques climatiques et de prévention des désastres naturels, et les incorporer dans leur planification urbaine, ainsi qu'informer la population par le biais de campagnes d'information et de dispositifs d'urgence».



Repères

Objectifs de l'étude

- ▾ Evaluer les vulnérabilités des quatre zones urbaines à l'horizon 2030, face au changement climatique et aux désastres naturels.
- ▾ Développer des plans d'action pour améliorer l'adaptation des villes.
- ▾ Diffuser les résultats de l'étude et engager les parties prenantes dans la prise de décisions.

Source : LE MATIN Par Nadia Ouiddar Publié le : 22.08.2010 | 13h42 |